

POUR SORTIR DE LA CRISE : DÉPASSER LE CAPITALISME ?

Manifeste de Québec solidaire
1er mai 2009



**« Au creux de cette nuit noire
où on en vient même à croire,
ils sont bienvenus ces porteurs d'éclair
qui illuminent nos prairies fertiles
et nos sentiers oubliés »**

Richard Desjardins, 10 décembre 2008

Table des matières

LA CRISE ...	5
LA CRISE COMME PRÉTEXTE	
LA CRISE COMME UNE OCCASION	
OSER ALLER PLUS LOIN	
LA CRISE : SES ORIGINES ET SES EFFETS	10
UNE CRISE MONDIALE	10
La crise des subprimes	11
La crise financière	13
La crise économique	16
La crise écologique	18
Une source commune : le capitalisme	19
« ET SI ON GRATTAIT LE BOBO...? »	21
Le néolibéralisme ou le retour de vieilles idées	21
La « main invisible » du marché	24
SORTIR DE LA CRISE :	
pistes de réflexions et propositions	
ou comment rompre avec les évidences d'hier	27
LA CRISE FINANCIÈRE :	
pour la fin du laisser-faire	27
LA CRISE ÉCONOMIQUE :	
pour une économie au service des citoyen-ne-s	30
LA CRISE ÉCOLOGIQUE :	
pour une économie au service de l'écologie	35
OSER DÉPASSER LE CAPITALISME !	39
LA SOUVERAINETÉ	

LA CRISE ...

« C'est la crise! » Au Québec comme ailleurs, par milliers, des gens perdent leur emploi. Plus que jamais ils ont de quoi s'inquiéter. Le désastre à la Caisse de dépôt n'a pas fini de surprendre et les retraites semblent compromises. À mesure que l'insécurité économique grandit, la crise de confiance à l'égard de la classe politique s'aggrave. Aux élections, l'abstention bat des records. Comme s'il fallait en ajouter, scandales financiers et conflits d'intérêts éclaboussent nos mairies et nos ministères. La corruption est rampante. Sans parler du naufrage des projets en partenariat public-privé, minés par la cupidité des promoteurs privés. Un nuage de plus en plus dense de questionnements s'accumule au-dessus des mégaprojets du gouvernement Charest...
La crise est réelle.

LA CRISE COMME PRÉTEXTE

« C'est la crise! », la télévision nous le répète sans cesse. Comme c'est la crise, il faut vite ajouter du béton au béton et construire de plus en plus d'autoroutes. Il faut harnacher nos rivières, ouvrir des mines au nord et financer les multinationales qui pillent nos ressources. C'est la crise, donc oublions les projets écologiques et passons à l'exploration gazière dans le magnifique fleuve St-Laurent. Et puisqu'il faut envoyer au diable la majesté des paysages, le patrimoine historique et l'équilibre naturel du fleuve, pourquoi ne pas installer un port pour super-méthaniers en face de l'Île d'Orléans, sur le bord du Saint-Laurent?

« C'est la crise! », alors on ne peut pas combattre la pauvreté : l'État n'a plus d'argent! Mais on en trouvera toujours pour renflouer des banques déjà milliardaires; pour engraisser des papetières qui vont toujours plus loin raser nos forêts; pour subventionner des minières qui pillent l'or et les métaux qui nous appartiennent!

LA CRISE COMME UNE OCCASION

Déjà en campagne électorale l’an dernier, et ceci a été confirmé par la tournée de notre nouveau député, nous avons constaté combien la crise frappait de plein fouet toutes les régions du Québec. Nous avons observé aussi que les Québécois-e-s étaient beaucoup plus ouvert-e-s au changement, que ne le laissent entendre certains préjugés. Elles et ils sont prêt-e-s à s’engager dans une remise en question importante du modèle économique dominant et sont à la recherche de nouvelles voies.

Québec solidaire part donc de l’idée que des solutions à cette crise doivent et peuvent être trouvées. Pour nous, elle est également une occasion – à la fois délicate et formidable – d’entreprendre une réflexion plus large sur ce qui a mené au désastre actuel et sur les voies qui permettraient d’en sortir définitivement. Entreprendre, cependant, n’est pas aboutir. Québec solidaire offre donc sa modeste réflexion. C’est le manifeste que vous avez en votre possession.

Ce manifeste entreprend la discussion en abordant sans détour des questions qu'il faut maintenant oser poser :

- La crise actuelle est-elle causée simplement par les excès du système financier, par des fraudeurs et des financiers qui ont agi en bandits de grand chemin?
- Cette crise reflète-t-elle des problèmes inhérents au système économique lui-même? Ne devons-nous pas nous demander si ce système contient des éléments qui aggravent les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement?
- Cette crise écologique et économique était-elle inévitable? Pouvons-nous agir autrement ?

OSER ALLER PLUS LOIN

Nous proposons, dans ce texte, un regard lucide sur l'état de la société et présentons une analyse des origines et des effets de la crise. D'autres questions demeurent ouvertes, pour offrir des pistes de réflexions qui vont au-delà du modèle économique actuel, sans vouloir préjuger du modèle global qui devrait nous conduire à un monde plus juste, plus solidaire et plus écologiste.

Finalement, nous formulons des propositions immédiatement réalisables pour que le Québec évite le pire et s'engage rapidement sur une voie de sortie de crise.

Le manifeste est un pressant appel à toute la société québécoise pour que le Québec s'engage dans la voie d'une redéfinition des rapports entre les êtres humains, d'une part, et, d'autre part, entre les êtres humains et la nature. Le changement est possible!

Voyez l'Amérique latine! Voyez les initiatives citoyennes, ici-même, au Québec : entreprises coopératives, agriculture biologique et de proximité, commerce équitable et économie sociale sont nés d'initiatives populaires et d'actions citoyennes, se butant parfois à l'indifférence ou au mépris des gouvernements.

En somme, il s'agit peut-être seulement de se demander, comme le titrait récemment une revue économique : *«Et si on changeait tout...pour être plus heureux!»*.

LA CRISE : SES ORIGINES ET SES EFFETS

UNE CRISE MONDIALE

À l'été 2007, les banques du monde commencent à révéler qu'elles n'ont plus de fonds disponibles, entre autres à cause du désastre causé par les nouveaux prêts hypothécaires, les fameux *subprimes*, et de leur effet sur l'endettement des ménages. S'ensuivent la chute des marchés boursiers et une paralysie du crédit qui limite grandement les prêts disponibles dans les institutions financières pour les entreprises et les consommateurs.

Puis viennent les impacts sur l'économie réelle avec des fermetures d'usine, des mises à pied, des faillites, engendrant ainsi une crise économique. Mais d'où viennent ces différentes crises? Ne seraient-elles pas symptomatiques d'une crise plus globale, celle de notre système économique?

La crise des subprimes

L'incapacité d'un grand nombre de propriétaires états-uniens de rembourser leurs prêts hypothécaires à haut risque a été l'élément déclencheur de la crise financière. Les *subprimes* sont ces prêts à risque, à un taux plus élevé pour l'emprunteur, donc avec un rendement plus élevé pour le prêteur afin de compenser pour le risque de non remboursement. Ils ont été rendus possibles par une déréglementation du marché financier permettant aux banques de trouver des nouveaux clients et d'augmenter leurs profits.

« Achetez maintenant, payez plus tard »

En 2007 aux États-Unis, plus ou moins 10 % des propriétaires de maisons financées avec ces prêts ne peuvent plus les rembourser. Pourquoi? Encouragés par des conditions de prêts extrêmement avantageuses (période de remboursement de 40 ans, paiement des seuls intérêts, taux d'intérêt initiaux très bas), les familles ont acheté des maisons largement au-dessus de leurs moyens.

Le gouvernement américain a même encouragé des institutions à se spécialiser dans ce genre de prêts (Freddie Mac et Fannie Mae). Entre 1994 et 2003, neuf millions de ménages

états-uniens locataires sont devenus propriétaires. Pendant la même période, la somme totale des prêts hypothécaires à haut risque est passée de 35 milliards à 332 milliards de dollars, en raison de la soif de profits des prêteurs.

Les institutions financières se sont aussi mises à offrir de refinancer des hypothèques sous la forme de marges de crédits hypothécaires, destinées à accroître la consommation courante. On invitait donc des gens déjà très endettés à s'endetter davantage pour continuer à consommer.

Voilà tout le problème : consommer toujours plus, mais à crédit. C'est la recette de base du capitalisme néolibéral pour faire « tourner » l'économie. Pourquoi? L'endettement permet de répondre à une contradiction inhérente au capitalisme : pour dégager des profits, les patrons baissent les salaires ou les font stagner alors que le coût de la vie augmente; mais pour que l'économie roule, il faut que

En l'espace de 10 ans, le montant net en transactions sur les cartes de crédit au Canada a plus que triplé, passant de 75 milliards \$ en 1996 à 243 milliards \$ en 2006

Depuis 1990, l'endettement a augmenté 7 fois plus vite que les revenus

L'endettement moyen au Canada (incluant les prêts hypothécaires, prêts automobiles et prêts à la consommation) atteignait 131% du revenu annuel net en 2007

les gens achètent les biens produits par les entreprises. La solution : on rend le crédit de plus en plus accessible afin que les gens s'endettent plus.

La crise financière

La crise des *subprimes* démontre donc les limites du système actuel : quand les gens arrêtent de rembourser leurs prêts, la roue cesse de tourner. Mais comment cette crise des subprimes a-t-elle pu se répandre au cœur du système financier au point d'ébranler les bourses et le système bancaire mondial?

À cause de la dérèglementation du secteur financier, les institutions financières ne se contentent pas de nous prêter de l'argent. Avec nos garanties de remboursement (plus l'intérêt), elles tentent de dégager plus de profits. Pour y arriver, entre autres, elles offrent des « produits dérivés » aux investisseurs. Les *subprimes* font partie de ces produits, fabriqués virtuellement à partir d'un montage financier qu'on nomme la titrisation.

La titrisation est une manœuvre qui permet aux banques de transformer nos prêts hypothécaires (considérés comme un actif dans leur bilan financier) en obligations (considérées comme un passif dans leur bilan). Grâce à cette transformation, les banques peuvent se servir de nos garanties de remboursement comme un produit qu'elles vendent à des investisseurs. De

plus, en sortant ces créances de leur bilan financier, et parce qu'elles n'ont pas besoin « d'assurer » nos hypothèques en mettant de l'argent de côté pour garantir un défaut de paiement de ces prêts, elles peuvent se servir de ces fonds disponibles pour offrir d'autres prêts!

Pour inciter les investisseurs à acheter des titres risqués, comme les *subprimes*, ceux-ci sont mélangés à d'autres titres, moins risqués, ce qui permet de hausser la cote qui leur est accordée sur le marché (ex : AAA). Autre caractéristique de la titrisation : elle peut se reproduire. En effet, ce montage financier peut être répété à quelques occasions, répartissant ainsi le « risque » sur un plus grand nombre d'investisseurs et nous empêchant aussi de savoir qui détient des produits liés à des *subprimes* et en quelle quantité.

Des fonds et des banques d'investissements, partout au monde, ont même emprunté pour « titriser » leurs propres produits déjà « titrisés » : ils ont alors émis du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Ce sont ces PCAA que la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ) a acheté en grand nombre, avec les conséquences que l'on connaît.

Quand les propriétaires états-uniens de maisons ont cessé de rembourser leurs prêts à risques et que les prix du secteur immobilier se sont effondrés de l'autre côté de la frontière,

les détenteurs de titres comprenant des prêts hypothécaires à risque se sont départis de ces produits désormais « toxiques ». Les institutions financières, comme la CDPQ, qui garantissaient ces prêts ont dû rapatrier ces produits et les inscrire comme une perte à leur bilan financier.

Voilà pourquoi la Caisse a perdu des milliards de dollars. De plus, la CDPQ a préféré investir largement dans des entreprises étrangères plutôt que québécoises. Son mandat a été modifié en 2003 par le gouvernement Charest : depuis, la Caisse doit viser un rendement optimal sans compromis! Un autre bel exemple de la culture de l'économie-casino qui a pollué le Québec et le monde!

La crise financière a donc commencé par un assouplissement des règles dans le crédit hypothécaire. Cette déréglementation des secteurs financiers est l'un des aspects majeurs de la mondialisation néolibérale. De plus, elle s'est étendue à cause de l'interdépendance élevée entre les différents pays et les différentes bourses du monde. Voilà une autre conséquence de la mondialisation néolibérale.

La crise économique

Cette débâcle financière a plongé l'économie réelle, c'est-à-dire la production de biens et services, en crise à son tour. La récession est mondiale et le Québec n'y échappe pas. Depuis janvier 2009, près de 50 000 Québécois-e-s ont perdu leur emploi et le chômage a grimpé à 8,3 % en mars dernier au Québec.

Au Canada, pour le seul mois de janvier 2009, 129 000 emplois ont été supprimés et, depuis octobre dernier, ce sont 387 000 emplois à temps plein qui ont disparu. La situation est pire chez nos voisins du sud : depuis le début de la crise financière, plus de 3 millions de travailleuses et de travailleurs n'ont plus de travail. Selon l'organisation du travail de l'ONU, 20 millions de personnes perdront leur emploi à cause de la crise sur la planète.

Chez nous, non seulement des travailleurs perdent leur emploi mais plusieurs fonds de

Exemples de pertes d'emplois au Québec en 2009

Bombardier :
**4000 dont plus de
1700 au Québec
(février et avril)**

Pratt & Whitney :
**1000 dont 500 au
Québec (février)**

Abitibi-Bowater :
**200 à Donnacona et
menace de faillite
(7500 emplois au
Québec)**

retraite sont menacés par des faillites ou des restructurations d'entreprises. Les femmes sont moins touchées actuellement mais un grand nombre continue à être sous-payé, à travailler dans des emplois précaires, à temps partiel, à prendre soin d'enfants ou de personnes âgées gratuitement.

Nous sommes touchés par la crise parce que notre économie est extrêmement dépendante de celle des États-Unis. Quand ceux-ci toussent, nous attrapons la grippe! Nous sommes touchés aussi parce que le Québec et le Canada sont engagés à fond dans la mondialisation néolibérale.

De plus, certains secteurs de l'économie ont été durement touchés à cause de fusions d'entreprises qui en font des géants aux pieds d'argile. Lorsque les Abitibi-Bowater de ce monde s'écroulent, la chute fait très mal aux travailleurs, à leurs familles, aux entreprises sous-traitantes et à aux communautés.

« On n'est pas sortis du bois! » Après des années de laisser-faire économique, de tentatives de privatisations dans le système de santé, de réductions d'impôts pour les plus

**Salaire et rente /
année 2007-2008**

Paul Desmarais Jr.
(Power Corp.)
4 M \$ et 1,8 M \$

Pierre Beaudoin
(Bombardier)
4,9 M \$ et 1 M \$

Jacques Lamarre
(SNC-Lavalin)
5,5 M \$ et 0,5 M

riches et les entreprises, de précarisation des emplois surtout chez les femmes, d'un soutien massif à une agriculture de plus en plus industrielle, de propositions économiques qui font fi de l'environnement, voilà que des secteurs entiers de la population sont plus durement touchés encore.

La crise écologique

La crise actuelle ne doit pas nous faire perdre de vue que nous sommes aussi en pleine crise écologique. Les humains exploitent la Terre depuis toujours pour subvenir à leurs besoins. Mais depuis quelque temps, nous réalisons que nos façons de vivre (produire, consommer, échanger, voyager, etc.) ont des répercussions graves sur la biosphère.

L'air, l'eau, le climat, la terre sont en danger aujourd'hui : nous en sommes presque rendus à un point de rupture des équilibres écologiques. Plusieurs écosystèmes se meurent.

Par exemple, l'agriculture industrielle est largement responsable de la détérioration de nos cours d'eau et de nos sols. Sur la planète, la désertification prend de l'ampleur quand des forêts entières sont rasées pour faire place à la culture de végétaux servant à la production de biocarburants. Plus près de nous, l'asphyxie de nos lacs et rivières s'intensifie sous le poids de la surfertilisation de nos sols et de la monoculture.

Dans nos villes et nos régions, la voiture est reine. Les projets autoroutiers se multiplient : autoroute Notre-Dame, échangeur Turcot, pont de la 25, autoroute 30, etc. On sait pourtant que le smog tue et que les gaz à effet de serre ont des effets néfastes sur la santé humaine.

Bref, le développement qu'on nous propose n'est ni plus ni moins que le prolongement de la logique mercantile de notre système.

Et pourquoi est-ce ainsi? Parce que chez les capitalistes purs et durs, on ne se soucie pas du tout de la santé de la planète, pas plus que de la santé humaine, d'ailleurs. Il faut toujours produire plus et à n'importe quel prix. On veut extraire des ressources de la Terre sans se faire imposer de règles. Les accords de libre-échange existent pour empêcher les États d'intervenir pour contrôler ces rapaces de l'économie. La poursuite de la compagnie DowAgrosience contre le Canada, parce que le Québec a interdit la vente du 2-4D (un puissant herbicide), n'est qu'un exemple de la primauté accordée à l'économie sur l'écologie avec le système actuel.

Une source commune : le capitalisme

Pourquoi détruit-on la planète et se moque-t-on de la vie de beaucoup d'êtres humains? Ce n'est pourtant pas l'intention de la vaste majorité des gens!

Notre système économique est en grande partie responsable de ces problèmes. Ce système se fonde sur l'exploitation du travail humain et de la nature. Il encourage les entreprises et les investisseurs à prendre des décisions en fonction d'une question centrale : la rentabilité mais surtout le profit. Tous doivent s'assurer de croître pour survivre contre leurs concurrents.

De plus, le système de marché et de fixation des prix ne nous informe pas des conséquences de nos gestes sur le reste du monde. Par exemple, lorsque nous achetons du café, nous ignorons tout des conditions dans lesquelles il a été produit. Souvent, nous ne savons même pas d'où viennent ce café et tous les produits que l'on nous propose avec force pour la consommation, puisque notre bonheur serait à ce prix! Le système de marché nous rend donc aveugles face aux impacts de nos décisions économiques sur la vie des gens et sur l'environnement. De plus, il nous encourage à l'endettement et à la surconsommation.

Ce système économique, basé sur la logique de l'accumulation des profits a un nom : le capitalisme. Il existe depuis longtemps et a connu plusieurs formes. Il se présente aujourd'hui sous de nouveaux atours, ceux du néolibéralisme.

« **ET SI ON GRATTAIT LE BOBO...?** »

Le néolibéralisme ou le retour de vieilles idées

Les idées néolibérales, apparues au début des années 80, n'ont en fait rien de « nouveau ». Il s'agit de remettre à l'honneur une vision individualiste de la société et un laisser-faire en matière de politique économique, en comptant sur les mécanismes du marché et la compétition en vue de relancer la croissance.

Selon cette idéologie, le système doit avoir pour objectif premier de permettre aux entreprises et aux investisseurs de générer rapidement des profits importants, laissant entendre que leur production et leur consommation finira par profiter à tous à cause de la création d'emplois. Ce libéralisme économique a marqué le capitalisme au moment de la Révolution industrielle, jusqu'au début du siècle passé.

Le retour en force de cette vieille idéologie au début des années 80, avec en plus un côté revanchard et des prétentions scientifiques, vient de la crise du modèle précédent : l'État-providence. Ce modèle avait été mis en place à la suite de la Grande Crise des années 1930 et, plus particulièrement, à la suite de la Seconde guerre mondiale. Les « Trente glorieuses », comme on les appelle, soit la période allant de 1945 à 1972 environ, sont marquées par une situation exceptionnelle

dans l'histoire du capitalisme, soit l'absence d'une réelle concurrence sur le plan international.

En effet, après la guerre, la destruction des infrastructures de la plupart des pays belligérants avait laissé les grandes entreprises basées aux États-Unis (qui avaient déjà créé des monopoles et des cartels nationaux avant la guerre) en situation de monopole mondial.

« Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus. »

Margaret Thatcher

En 1945, l'économie des États-Unis comptait pour la moitié de l'économie mondiale. Leurs concurrents en Europe et en Asie ont mis une vingtaine d'années à se reconstruire et à redevenir des menaces pour les multinationales américaines. Dans cette période, les grandes entreprises comme GM, General Electric, Boeing, etc. pouvaient se permettre à la fois d'accorder des concessions à leurs travailleuses et travailleurs qui luttaient pour de meilleures conditions de travail et salariales, de payer des impôts et de verser des dividendes substantiels à leurs actionnaires, grâce à leur situation de monopole et à leur relation privilégiée avec l'État le plus puissant de la planète.

À partir des années 1970 toutefois, ce système est déstabilisé par la montée des compétiteurs en Europe et en Asie. C'est la période de la stagflation, soit une combinaison inédite de faible croissance et d'inflation. C'est le prétexte rêvé pour les néolibéraux pour infliger des reculs aux syndicats, exiger des États des coupures dans les protections sociales qu'ils ont consenties au cours de la période de croissance et ainsi en finir avec l'État-providence en vigueur.

Un nouveau modèle émerge alors, fondé sur une action concertée des élites économiques et politiques mondiales en vue de relancer la croissance sur le dos des peuples du Tiers-Monde, des travailleuses et des travailleurs et de l'environnement : la mondialisation néolibérale.

La « main invisible » du marché

Au début des années 1980, l'économie capitaliste est en crise et pour les Thatcher et Reagan de ce monde, c'est l'État-providence et tout ce qui vient avec (les protections sociales, les syndicats, les lois et les règlements, etc.) qui empêchent l'économie de rouler et de sortir de cette crise.

Pour les néolibéraux, le marché « libre » doit reprendre sa place et la compétition viendra tout régler : seule celle-ci, qu'elle ait lieu entre les pays ou entre les entreprises, permet d'allouer les ressources (humaines, physiques, matérielles, etc.) avec la meilleure efficacité possible. C'est le retour de la « main invisible » du marché, cette idée voulant qu'une société qui fonctionne bien résulte de l'action d'intervenants économiques (privés) prenant leurs décisions à la lumière de leurs seuls intérêts.

La compétition doit avoir lieu aussi entre les personnes. Cette idée fait porter le poids du succès ou de l'échec de la satisfaction d'un besoin sur l'individu, en faisant abstraction de la société dans laquelle il vit. C'est la consécration de l'individualisme, au sens où on l'entend communément. Cette idée veut que chaque être humain soit seul maître de lui-même quelle que soit sa situation sociale, son origine, son sexe ou la couleur de sa peau.

L'aide accordée aux plus pauvres de notre société, - l'aide sociale ou la sécurité du revenu -, est un exemple de cette tendance à la responsabilisation individuelle. À l'origine, l'objectif du système était de fournir une aide aux personnes qui puisse leur permettre de subvenir à leurs besoins. Depuis les années 80, le système distingue des catégories de « bénéficiaires », selon qu'ils soient aptes ou non au travail ou qu'ils participent ou non à des programmes pour réintégrer le marché du travail. On encourage ainsi le préjugé persistant à l'effet que les personnes à l'aide sociale ont « choisi » cette situation d'extrême pauvreté.

Ce retour à la philosophie politique du libéralisme est confirmé aussi par la mise en valeur du droit à la propriété. Avec le néolibéralisme, tout a un prix maintenant et quiconque en a les moyens peut acquérir ce qui n'appartient pas déjà à un autre individu : ressources naturelles, services publics et même le *vivant*. Nous n'exagérons rien en disant cela.

La marchandisation est un phénomène réel qui vise à donner une valeur utilitaire à tout, allant par exemple de l'eau à la santé ou à l'éducation, en passant par le corps des femmes et les gènes du monde végétal et éventuellement animal.

L'explosion du tourisme sexuel, de la prostitution et de la traite des femmes et des fillettes est un exemple frappant de cette marchandisation du corps de la moitié de la population. La victoire du néolibéralisme dans les années 1980 s'est traduite par un essor considérable des industries du sexe et par leur légitimité accrue. Tout s'achète et se vend, même le corps des êtres humains!

Avec le néolibéralisme, on abandonne les liens de solidarité et on se soustrait à notre obligation d'agir pour le bien commun et l'égalité. Pour nous donc, la mondialisation néolibérale, comme une forme « avancée » du capitalisme, pose les limites mêmes de ce système économique. Elle nous a menés à la crise actuelle comme aux précédentes. Pourquoi, donc, ne pas questionner, voire dépasser le capitalisme?

SORTIR DE LA CRISE : PISTES DE RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS OU COMMENT ROMPRE AVEC LES ÉVIDENCES D'HIER...

LA CRISE FINANCIÈRE : POUR LA FIN DU LAISSER-FAIRE

Pour tenter de freiner la débâcle des institutions financières, on a vu les gouvernements intervenir massivement dans diverses opérations de sauvetage, comme le rachat de titres toxiques, de titres du marché monétaire, de papiers commerciaux des entreprises, d'actions des régimes de retraite, etc. Et les banques centrales, ces institutions supposément indépendantes des États, de se lancer dans la création d'énormes quantités de liquidités et la baisse des taux d'intérêt. Ces mesures peinent à relancer les marchés boursiers. De plus, elles n'ont produit aucun effet significatif sur l'économie réelle à ce jour.

« Attendez, soyez patients », nous dira-t-on. Mais à quoi cela nous mènera-t-il si la voie empruntée nous reconduit directement là d'où l'on vient? Pourquoi nous entêter à reproduire un modèle qui a débouché sur des crises successives? Comment la course folle à la consommation et à l'endettement permettra-t-elle d'éviter une autre crise? Nous sommes patients certes, mais surtout déterminés à nous engager dans une autre voie.

Toute solution qui aurait pour objectif de « moraliser » le monde financier sera appréciée, évidemment. Les scandales sont tellement gros qu'il est certainement difficile de défendre « l'indépendance » des institutions financières à qui on donne des milliards de dollars ou encore à qui on confie nos économies en vue de la retraite (ex : la CDPQ). Mais est-ce que les règles de « bonne conduite » que les gouvernements tentent de leur imposer tiendront la route une fois que les banques et les bourses auront pris du mieux et voudront à nouveau avoir toute la « liberté » pour spéculer, comme ils le faisaient depuis 30 ans?

Pour répondre à la colère grandissante d'une large partie de la population, à propos de la rémunération exagérée des dirigeants des institutions financières, des gouvernements ont parlé de leur imposer un salaire maximum. Bravo! Cependant, les gouvernements disposent d'un meilleur outil pour répartir la richesse entre les couches de la société : la fiscalité.

Plafonner les salaires de quelques dirigeants de banques ou de multinationales ne diminuera en rien les inégalités de revenus entre les couches de la société. Pas plus que cela ne permettra de mettre fin à la financiarisation de l'économie.

Sur ce terrain, des pistes de solutions sont déjà avancées et certaines nous semblent intéressantes à explorer dans le débat à venir sur les solutions à long terme pour sortir de la crise financière. Par exemple, comment :

- Interdire la spéculation et les paradis fiscaux?
- Contrôler démocratiquement les institutions financières?
- Réformer la fiscalité pour qu'elle redistribue la richesse équitablement?
- Revoir le système international d'échanges des biens et des services afin de favoriser la coopération au lieu de la compétition?

Mais en attendant, la crise financière frappe de plein fouet des milliers d'épargnant-e-s au Québec, qui ont vu fondre leurs fonds de pension à la suite de l'effondrement des marchés financiers. Il est possible, dès maintenant, de reprendre nos retraites des mains des spéculateurs. Québec solidaire formule trois propositions en ce sens :

- Décourager l'épargne dans des régimes privés et financiarisés en réduisant le plafond des REER à 10 000\$;

- Encourager l'utilisation de l'épargne publique et collective pour la retraite en permettant une augmentation volontaire dans la cotisation du RRQ pouvant aller jusqu'à 13 % du revenu;
- Protéger et « verdir » notre bas-de-laine en modifiant le mandat de la Caisse de dépôt et de placement pour qu'elle investisse prioritairement au Québec et dans des entreprises écologiques et socialement responsables.

LA CRISE ÉCONOMIQUE : POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES CITOYENNES ET DES CITOYENS

Pour stimuler l'économie du Québec, le gouvernement Charest a rendu public en mars dernier son énoncé économique, qui s'ajoutait aux mesures déjà annoncées à l'automne dernier. Il entend ajouter 6,9 milliards de dollars de liquidités dans l'économie québécoise en 2009, principalement en accélérant son programme d'investissements dans les infrastructures qui, lui, totaliserait 41,8 milliards de dollars d'ici 2013.

De grosses sommes mais qui, à l'examen des mesures proposées, indiquent leur insuffisance à l'égard de la lutte aux inégalités et de l'aide aux travailleuses et travailleurs qui perdent leurs emplois. De plus, cet énoncé révèle un parti-pris flagrant en faveur des grandes entreprises (le milliard de

dollars accordé à la Société générale de financement exclut les petites entreprises qui emploient le tiers de la main d'œuvre au Québec) et une orientation destructrice de l'environnement en faveur du béton et des autoroutes.

Les femmes dont l'emploi est précaire, à temps partiel et souvent sous-payé ne trouveront pas de réponses dans les mesures annoncées. Et le nouveau déficit du gouvernement du Québec fait craindre le pire quant à la prochaine négociation des travailleuses et travailleurs du secteur public, dans lequel on retrouve une majorité de femmes.

L'orientation privilégiée par le gouvernement Charest nous enfonce encore plus dans la logique du tout au marché et d'un non-respect flagrant de l'environnement. Est-ce ainsi que le Québec diminuera sa dépendance à l'économie américaine? Empêcherons-nous la concentration d'entreprises aux pieds d'argile qui ferment leurs usines en région et mettent en péril des communautés entières? Continuerons-nous à détruire nos sols, à polluer nos cours d'eau, à ouvrir des mines n'importe où? Abandonnerons-nous le contrôle étatique des services publics au secteur privé? Continuerons-nous à éliminer des réglementations protégeant le bien commun? Poursuivrons-nous les attaques au filet de sécurité sociale si cher aux Québécois-e-s?

N’y a-t-il pas moyen d’imaginer une autre économie? Une économie au service des citoyennes et des citoyens et qui permette à chacune et chacun de subvenir à ses besoins? Par exemple, comment :

- Redéfinir l’objectif fondamental de l’économie pour qu’il soit le bien-être des humains, au travail et à la maison, et non l’accumulation continue de biens matériels?
- Favoriser un développement viable qui assure la pérennité de nos ressources naturelles?
- Établir des règles économiques et politiques qui font en sorte que le bien commun prime sur le profit?
- Encadrer le marché par des normes publiques favorisant des objectifs sociaux et environnementaux?
- Mettre sur pied une économie plurielle qui fait une place prépondérante à l’économie sociale, au maintien de services publics accessibles et de qualité ainsi qu’à des modes d’organisation collectifs comme les coopératives?
- Imaginer des accords commerciaux respectueux de la souveraineté des États, de l’environnement et des droits humains?

À court terme cependant, il est possible d'agir pour créer des emplois viables qui ne peuvent être délocalisés, pour protéger le développement économique des profiteurs cupides et pour limiter la hausse du coût de la vie pour les familles. Voici quelques propositions en ce sens :

- Créer au moins 40 000 emplois viables en :
 - *Investissant massivement dans le transport en commun et collectif;*
 - *Mettant sur pied un vaste chantier sur l'efficacité énergétique;*
 - *Investissant massivement en économie sociale, dont 160 M\$ au cours des deux prochaines années;*
 - *Construisant 50 000 nouveaux logements sociaux;*
 - *Nationalisant et développant l'énergie éolienne;*
 - *Créant 38 000 nouvelles places en garderie;*
 - *Embauchant plus d'enseignant-e-s pour réduire le nombre d'élèves par classe au primaire et au secondaire;*
 - *Offrant 4 manifestations culturelles par année pour les élèves du primaire au collégial;*

- Hausser le salaire minimum pour qu'il soit équivalent au seuil de faible revenu;

- Soutenir financièrement les PME et les organismes communautaires à la suite à cette augmentation;

- Augmenter substantiellement les prestations à la sécurité du revenu;
- Encourager les coopératives de travailleuses et de travailleurs qui reprennent les entreprises rentables qui délocalisent leurs activités;
- Exiger des entreprises qui délocalisent leurs activités qu'elles remboursent les prêts et aides fiscales qu'elles ont reçus du gouvernement québécois;
- Ne procéder à aucune hausse de frais dans les services publics;
- Augmenter la liste des biens culturels et de première nécessité exemptés de TVQ;
- Recentrer les villes, villages et quartiers sur leurs propres capacités à se développer économiquement en finançant adéquatement les Centres locaux de développement par exemple.

LA CRISE ÉCOLOGIQUE : POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Les plans de relance mis de l'avant par les différents gouvernements, dont celui du Québec, proposent un développement d'abord et avant tout économique. Si cela est possible et pas trop contraignant, ils y ajoutent un vernis écologique. Pour ces gouvernements, la protection de l'environnement ne doit pas entraver les efforts pour relancer la croissance et ne pas faire ombre aux investisseurs.

Le problème, c'est que le libre marché à outrance s'oppose fortement à l'idée que nos ressources sont limitées.

Il est pourtant urgent de prendre conscience de la finitude de la Terre pour agir en conséquence. Pourquoi ne pas envisager un développement économique qui soit sans compromis au plan de l'écologie? Les plans envisagés ne doivent-ils pas s'inscrire dans une perspective à long terme, et placer au cœur de nos préoccupations l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants?

Nous croyons que cela est possible. Et nous explorons des avenues pour changer en profondeur nos comportements et nos choix politiques, écologiques et sociaux. Comment :

- Mettre fin à la domination de l'économie sur l'écologie?
- Assurer un développement viable qui assure la pérennité de nos ressources naturelles?
- Réduire notre empreinte écologique?
- Développer une économie créatrice d'emplois « verts » qui réduit la pression de nos actions sur la biosphère?
- Réduire notre consommation matérielle et énergétique?
- Calculer les coûts sociaux et environnementaux de ce que l'on produit?
- Réduire notre dépendance aux énergies non renouvelables?

Cela est possible. Voici quelques propositions qui, à court terme, permettraient de s'engager dans cette voie :

- Investir plus de 1 milliard \$ dans des mesures créatrices d'emplois « verts » (voir plus haut);
- Appuyer une agriculture verte, locale, biologique et du terroir afin de réduire notre dépendance à l'importation et à la monoculture;
- Établir une politique d'achat local, écologique et socialement responsable et encourager les initiatives québécoises qui sont bénéfiques à l'environnement et à la société;
- Moduler la TVQ sur les biens autres que culturels et de première nécessité afin qu'elle augmente pour les biens de luxe ou polluants.

OSER DÉPASSER LE CAPITALISME !

La crise actuelle est celle d'un système qui, depuis sa création et surtout dans les dernières années, a engendré des inégalités, permis que s'incrute la pauvreté dans la plus grande partie du monde, discriminé les femmes, les populations autochtones, les minorités, détruit des écosystèmes, suscité d'énormes scandales financiers, etc. Tout cela apparaît aux yeux d'un nombre grandissant de citoyennes et de citoyens comme relevant d'une insouciance révoltante et d'une attitude prédatrice inexcusable.

La crise actuelle appelle donc à une réflexion de fond et à se mobiliser.

Les crises financière, économique et écologique relèvent d'une idéologie, le néolibéralisme, qui propose une vision fortement individualiste de la société et un laisser-faire économique aux effets dévastateurs. Nous sommes devant un capitalisme débridé, sans règles ni entraves, tel que l'avaient conçu ses initiateurs au dix-neuvième siècle.

Ceux qui veulent « refonder le capitalisme » passent à côté des vraies questions. Nous croyons qu'il faut plutôt le dépasser, c'est-à-dire, aller vers des alternatives radicalement différentes au plans politique, social, et écologique. Il ne sert à rien de tenter à nouveau de refaire le cercle : production, consommation, endettement. Cela n'a servi qu'à profiter aux puissants de la Terre dont les fortunes sont équivalentes aux budgets de centaines de peuples dans le monde.

Un autre monde est possible si l'on questionne sérieusement l'organisation et la culture capitalistes; si l'on repense nos liens sociaux, nos solidarités; si nous nous inscrivons dans des alternatives citoyennes et politiques.

Partout au Québec et ailleurs dans le monde, une transformation est en cours. Des alternatives existent et sont appuyées par des mouvements citoyens. Dans différents pays, des expériences sont menées et des solidarités se construisent. La montée de la gauche en Amérique latine et, dans une mesure moindre, en Europe, les luttes et les

révoltes populaires en Afrique et en Asie, et plus près d'ici, les initiatives citoyennes en faveur du commerce équitable et le développement de notre économie sociale sont autant d'exemples porteurs d'espoir : oui, la transformation de notre monde est possible!

LA SOUVERAINETÉ

À Québec solidaire, ce moment charnière est aussi celui d'une réflexion sur la souveraineté que nous voulons. Ne faut-il pas avoir dès maintenant en tête que la souveraineté se construit, entre autres, par des actions conséquentes sur le plan économique?

Comment pourrions-nous, par exemple, affirmer que la souveraineté apporte un mieux-être au peuple québécois si nous ne nous réapproprions pas démocratiquement des secteurs névralgiques au plan de nos ressources naturelles : mines, forêts, terres, lacs et rivières? Serons-nous souverains mais dépendants totalement d'États voisins ou de financiers sans scrupules? Souverains mais incapables d'agir avec conviction sur le plan écologique? Cela n'a aucun sens!

À Québec solidaire, la souveraineté a une finalité, au-delà des actions indispensables au regard de la langue française et de la culture québécoise.

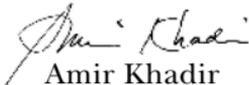
Nous parlons ici de souveraineté populaire, démocratique, économique, politique. Et nous la voulons pour que le peuple québécois soit maître de son destin, lui qui mérite mieux que d'être porteur d'eau ou, aujourd'hui, porteur de gaz; pour que les Québécois-e-s marchent sur les traces de l'égalité, de la justice et de la solidarité et s'engagent résolument dans la construction d'un monde meilleur, un monde qui assurera un avenir à la planète.

Vous voulez en débattre? Réfléchir avec nous sur l'avenir économique et politique du Québec? Nous vous invitons à participer à la démarche menée par notre parti pour se donner un programme politique à la hauteur des aspirations des Québécois-e-s.

*Écrivez-nous à programme@quebecsolidaire.net,
téléphonez au 1-866-278-9014 ou visitez notre site Internet :
<http://programme.quebecsolidaire.net>.*

CRÉDITS

La rédaction de ce manifeste est un travail collectif dirigé par Stéphane Lessard, membre de la direction de Québec solidaire. De nombreuses personnes, principalement du comité de coordination national, y ont contribué. Les propositions concrètes qui jalonnent le texte sont largement inspirées de la plate forme politique de notre parti, fruit du travail patient de nos membres et sympathisant-e-s au cours des trois dernières années. C'est une contribution modeste au débat public au Québec que nous vous présentons avec fierté.

 
Françoise David et Amir Khadir
Porte parole de Québec solidaire



Toute reproduction est encouragée
à condition d'en mentionner la source.

Québec solidaire

Mai – 2009

Montréal, Québec

1-866-278-9014 / 514-278-9014

www.quebecsolidaire.net

Graphisme et impression : Katasoho